

Policy Brief

Renforcer les cantines scolaires pour l'amélioration des performances et de l'état nutritionnel des élèves au Bénin

Messages clés

- Le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégrée (PNASI) constitue un levier stratégique pour améliorer à la fois la nutrition et les performances académiques des élèves, en combinant éducation, sécurité alimentaire et développement rural.
- Le financement du PNASI par les Eurobonds ODD constitue un exemple remarquable d'allocation stratégique des ressources issues de la finance durable, illustrant comment les marchés financiers peuvent appuyer concrètement des politiques publiques à fort impact social.
- Les évaluations montrent des disparités historiques marquées entre les écoles bénéficiant du PNASI et celles qui n'en bénéficient pas, qui appellent à optimiser les interventions pour maximiser leur impact.
- Le PNASI a un impact tangible sur la réduction du taux de redoublement dans les écoles rurales, en particulier dans les zones les plus vulnérables avec des effets limités en milieu urbain.
- Afin de pérenniser les résultats du PNASI et renforcer son efficacité, il est impératif de combiner les interventions nutritionnelles avec des infrastructures socioéconomiques de base, tout en veillant à une gouvernance institutionnelle rigoureuse.

Copyright : Réalisé par le Réseau des Solutions pour le Développement Durable au Bénin (SDSN Bénin) avec la contribution du Réseau des Solutions pour le Développement Durable des Nations Unies (SDSN) et le soutien du Ministère de l'Economie et des Finances, en particulier la Cellule de Suivi des Obligations ODD (CSO-ODD) et la Direction générale de l'Economie (DGE).

1. Un système éducatif béninois confronté à des défis structurels

L'éducation et la santé constituent des piliers fondamentaux du capital humain, déterminant ainsi, à la fois au niveau macroéconomique et microéconomique, les trajectoires de croissance et de développement socio-économique. En dépit des investissements massifs et de l'adoption de politiques éducatives ambitieuses, le Bénin demeure confronté à des défis persistants en matière de rétention scolaire et d'état nutritionnel des élèves. Les statistiques révèlent un taux d'abandon encore élevé au niveau primaire. En 2022, seulement 65% des élèves achevaient le cycle primaire au Bénin contre 70,4% pour l'Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2025). Parallèlement, près d'un tiers des enfants en âge scolaire souffraient de malnutrition chronique au Bénin à l'instar de la sous-région ouest-africaine (UNICEF, 2022), compromettant leur capacité d'apprentissage et leurs perspectives académiques.

La double vulnérabilité – décrochage scolaire et insécurité nutritionnelle – constitue un obstacle majeur au renforcement du capital humain, pourtant reconnu comme un vecteur essentiel de croissance inclusive, depuis les travaux fondateurs de Becker (1964). De nombreuses études empiriques ont en effet confirmé qu'une alimentation adéquate favorise de meilleures performances scolaires, en améliorant la concentration, la mémorisation et l'assiduité des élèves (Qin et al., 2024 ; Alladatin et al., 2022 ; Kleinman et al., 2002 ; Behrman, 1996).

Face à cette réalité, le gouvernement béninois a mis en œuvre le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), dont le volet « cantines scolaires » vise à répondre

simultanément aux enjeux d'éducation et de nutrition. Ce programme s'inscrit dans la dynamique des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Agenda 2030 des Nations Unies qui promeuvent l'accès universel à une éducation de qualité et à une alimentation équilibrée comme des leviers majeurs du développement humain.

Il est important de noter que le financement du PNASI a bénéficié d'une allocation significative provenant des émissions des obligations durables adossées aux Objectifs de Développement Durable (Eurobonds ODD). Plus de 101 millions d'euros ont été mobilisés à travers les deux opérations ODD de 2021 et 2023, respectivement à hauteur de 51,16 millions et 50,77 millions d'euros, pour soutenir le déploiement des cantines scolaires sur l'ensemble du territoire national. Cette orientation confirme une gouvernance financière éclairée et une volonté politique affirmée d'aligner les instruments de financement durable sur les priorités sociales et humaines du pays.

Dans ce cadre, la présente note de politique restitue les résultats d'une évaluation d'impact du programme des cantines scolaires, menée en 2024 conjointement par le Réseau des Solutions pour le Développement Durable au Bénin (SDSN Bénin) et la Direction générale de l'Économie (DGE).

2. Le programme des cantines scolaires comme instrument stratégique d'amélioration de la rétention scolaire et la performance académique

Conscient des défis structurels entravant l'efficacité du système éducatif, le gouvernement béninois a déployé une série d'initiatives visant à améliorer l'accès à l'éducation et l'état nutritionnel des élèves.

Depuis 2006, la gratuité de l'enseignement maternel et primaire a été instituée, une mesure progressivement étendue aux filles du secondaire afin d'atténuer les inégalités d'accès et de renforcer l'inclusion des populations vulnérables. Toutefois, malgré ces avancées, les défis relatifs à la rétention scolaire et à la qualité des apprentissages persistent, appelant ainsi à des interventions complémentaires plus ciblées.

Dans cette optique, le PNASI, lancé en 2017, constitue un pilier essentiel de la politique éducative et sociale du pays. En 2023, le taux de couverture des écoles publiques bénéficiant des cantines scolaires atteignait 75% contre 32% en 2017, ce qui rend compte de l'engagement de l'Etat béninois en faveur d'un dispositif durable d'alimentation scolaire.

Mis en œuvre en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) avant d'être confié dès 2024 à l'Agence Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition (ANAN)¹, le PNASI s'impose comme un instrument central de protection sociale, combinant des objectifs éducatifs et nutritionnels à une approche intégrée de développement. Le PNASI adopte une stratégie intégrée, fondée sur trois axes majeurs : (i) l'amélioration de la qualité de l'éducation ; (ii) le renforcement de la sécurité alimentaire ; et (iii) la promotion du développement rural, en s'appuyant sur des synergies multisectorielles et des achats locaux. Cette approche holistique reflète la volonté du Bénin d'inscrire son action dans une

dynamique où l'éducation et la nutrition s'entrelacent pour favoriser l'émergence d'un capital humain robuste, condition *sine qua non* d'une croissance inclusive et durable.

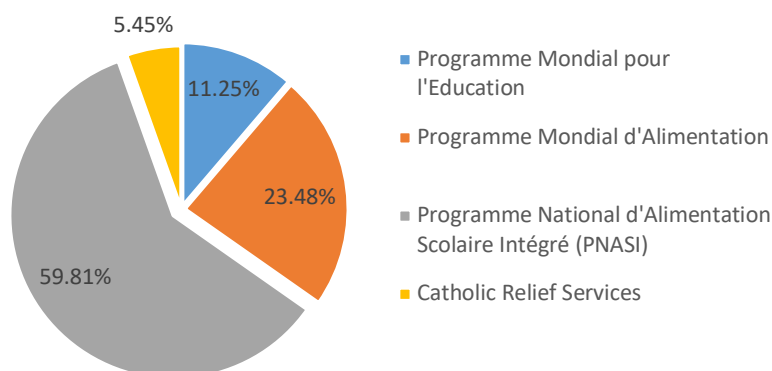
3. Etat des lieux des cantines scolaires dans le système éducatif béninois

L'introduction des cantines scolaires au Bénin remonte aux années 1970, avec pour objectif fondamental d'améliorer l'état nutritionnel des élèves tout en favorisant leur rétention scolaire. En 2018, le pays comptait quatre programmes de cantines scolaires en activité, couvrant 36% des établissements publics d'enseignement maternel et primaire, soit 2 640 écoles sur un total de 7 360. Parmi ces initiatives, le PNASI s'imposait comme le dispositif dominant, couvrant à lui seul 1 579 écoles publiques, soit 59,81% des bénéficiaires (voir Graphique 1). Depuis son lancement en 2017, le PNASI a connu une expansion rapide, atteignant environ 4 500 écoles entre 2017 et 2021, contribuant ainsi à la lutte contre la faim et la malnutrition chez les enfants en milieu scolaire.

Les cantines scolaires sont conçues pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants en leur fournissant des repas chauds cinq jours par semaine, sans interruption, et en ciblant prioritairement les communautés rurales et vulnérables. La gestion du PNASI promeut la sécurité alimentaire et le développement du capital humain en particulier dans les communautés plus vulnérables, et favorise également l'agriculture locale.

¹ La mission de l'ANAN est d'assurer non seulement l'approvisionnement des cantines scolaires, mais

aussi la coordination globale des interventions en matière d'alimentation et de nutrition.

Graphique 1 : Couverture d'initiatives de cantines scolaires au Bénin en 2018

Source : Banque Mondiale (2018)

Selon le rapport pays du Global Child Nutrition Foundation (GCNF), 75% des denrées utilisées dans les cantines sont localement produites, 10% sont importées, et 15% proviennent de dons internationaux en nature. L'approvisionnement repose principalement sur des ingrédients locaux tels que le maïs, le riz, les légumes et les légumineuses, ce qui permet non seulement d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas, mais aussi de soutenir les petits producteurs et d'impulser une dynamique économique dans les zones rurales.

Un rapport d'évaluation du PNASI conduit par SDSN Bénin (2024) dans les départements du Borgou et du Plateau révèle des disparités structurelles préexistantes (*ex-ante*) entre les écoles bénéficiant du programme et celles qui n'en bénéficient pas. Les écoles avec cantines scolaires se distinguent par une situation géographique plus isolée (distance moyenne de 16,5 km aux routes bitumées, contre 2,7 km pour les écoles sans cantines), une exposition plus importante aux inondations (24% contre 6,9%) et un accès plus limité aux infrastructures de base, notamment l'eau potable (9% contre 56,4%) et l'électricité (21,7% contre 86,2%).

L'analyse des caractéristiques socio-économiques des élèves met en évidence des écarts significatifs entre les bénéficiaires du programme et leurs homologues scolarisés dans des établissements sans cantines. Seuls

43% des élèves des écoles PNASI vivent dans des ménages dont le chef de famille a atteint au moins le niveau primaire, contre 76,3% pour ceux des écoles sans cantines. De même, 72,6% des élèves bénéficiant du PNASI appartiennent à des ménages où la mère ou la tutrice est non scolarisée, contre 44% dans les autres écoles. Les élèves des écoles PNASI proviennent en moyenne de ménages de taille relativement élevée qui affichent des niveaux de dépenses alimentaires et de santé inférieurs à ceux de leurs homologues non bénéficiaires (8 910 FCFA contre 10 876 FCFA pour la dépense alimentaire mensuelle par tête et 50 085 FCFA contre 66 835 FCFA pour les dépenses annuelles de santé).

Cette hétérogénéité structurelle, loin d'être fortuite, reflète en réalité les principes fondateurs du programme. Dans ses phases initiales, le PNASI a délibérément orienté ses interventions vers les zones les plus défavorisées, conformément à une logique d'équité corrective visant à atténuer les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès à l'alimentation scolaire. Ce ciblage intentionnel des écoles vulnérables, dicté par une approche fondée sur les besoins, visait à maximiser l'impact social du programme en agissant en priorité là où la précarité éducative et nutritionnelle est la plus aiguë. Cette stratégie, bien que socialement justifiée,

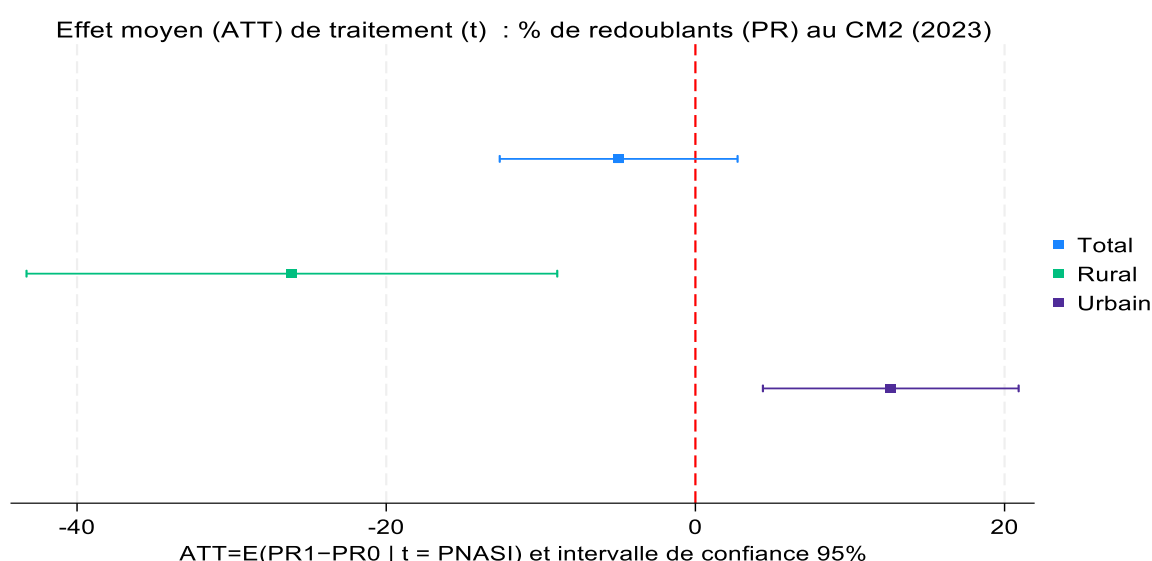
implique que toute évaluation de l'impact du PNASI doit tenir compte de ces asymétries initiales afin de ne pas attribuer aux cantines scolaires des écarts imputables aux conditions socio-économiques préexistantes.

4. Les cantines scolaires comme levier d'amélioration des performances éducatives

Dans l'ensemble, les résultats dans les deux départements étudiés semblent être non significatifs. En revanche, l'analyse désagrégée

des données suivant le milieu de résidence révèle un impact significatif du PNASI sur la réduction des redoublements en fin de cycle primaire. En moyenne, le taux de redoublement en classe de CM2 dans les écoles primaires rurales bénéficiant du programme est inférieur de 26,10% par rapport au niveau qui aurait été observé en l'absence d'intervention (voir Graphique 2)².

Graphique 2 : Impact des cantines scolaires PNASI sur le pourcentage de redoublants au CM2 en 2023



Source : SDSN (2024)

Effets différenciés selon le contexte géographique et institutionnel

Les effets du programme ne sont toutefois pas uniformes sur l'ensemble du territoire. Si le PNASI contribue à une réduction marquée du redoublement dans les écoles rurales du Borgou, son impact dans les écoles urbaines du Plateau est plus contrasté avec une évolution contre-intuitive du taux de redoublement. Cette divergence suggère que l'efficacité du

programme dépend fortement du niveau de vulnérabilité des populations ciblées : les écoles situées dans des zones défavorisées, où les besoins nutritionnels et éducatifs sont les plus pressants, tirent un bénéfice nettement plus prononcé du programme.

Par ailleurs, l'influence des cantines scolaires interagit avec d'autres paramètres structurels, notamment l'existence de jardins scolaires³ et l'accès à des infrastructures d'hygiène

² Ce graphique et les suivants illustrent l'effet moyen du programme PNASI sur les indicateurs ciblés. Lorsque la boîte est située à gauche de la ligne verticale rouge (zéro), cela indique une réduction de l'indicateur de résultat due à l'intervention. Si elle se trouve à droite, cela suggère une augmentation

potentielle. En revanche, si elle croise la ligne verticale rouge, on conclut à une absence d'effet. Les intervalles de confiance à 95% sont inclus pour renforcer la précision des résultats.

³ Le terme « jardin scolaire » fait référence à un espace cultivé au sein de l'établissement scolaire.

adéquates. Dans les écoles rurales, le programme réduit les redoublements indépendamment de la présence de jardins scolaires. En revanche, en milieu urbain, ces derniers semblent parfois être implantés dans des contextes de précarité extrême, ce qui atténue les effets positifs du programme sur la réussite scolaire. De même, bien que le PNASI compense partiellement l'insuffisance d'infrastructures sanitaires par la fourniture de dispositifs d'hygiène, notamment pour le lavage des mains, l'absence d'un environnement scolaire adéquat peut limiter son efficacité, particulièrement en milieu rural.

Le rôle du temps, de l'isolement géographique et de la gouvernance scolaire

L'analyse met également en évidence des effets hétérogènes liés à l'ancienneté de mise en œuvre du programme, au degré d'enclavement des écoles et à l'existence de dispositifs institutionnels spécifiques. Les résultats indiquent que le PNASI génère un impact plus marqué sur la réduction du redoublement dans les écoles où il a été introduit depuis moins de cinq ans, dans celles

situées en zones inondables, ainsi que dans celles dotées de gouvernements scolaires⁴ pour enfants.

Ces observations témoignent de l'importance du suivi et de la gouvernance du programme. En l'absence de mécanismes de supervision rigoureux, le risque est élevé que les cantines scolaires, après plusieurs années de fonctionnement, tombent dans une dynamique routinière réduisant progressivement leur efficacité. La mise en place d'un cadre institutionnel assurant une gestion dynamique et proactive des cantines apparaît ainsi comme un facteur clé pour pérenniser leurs effets bénéfiques sur la réussite scolaire.

5. Effets des cantines scolaires sur l'alimentation et la nutrition

L'évaluation des effets du PNASI sur l'alimentation et la nutrition des élèves révèle une absence d'impact significatif lorsqu'on considère l'échantillon global (*voir* Graphique 3). Toutefois des différences sont observables entre les milieux rural et urbain.

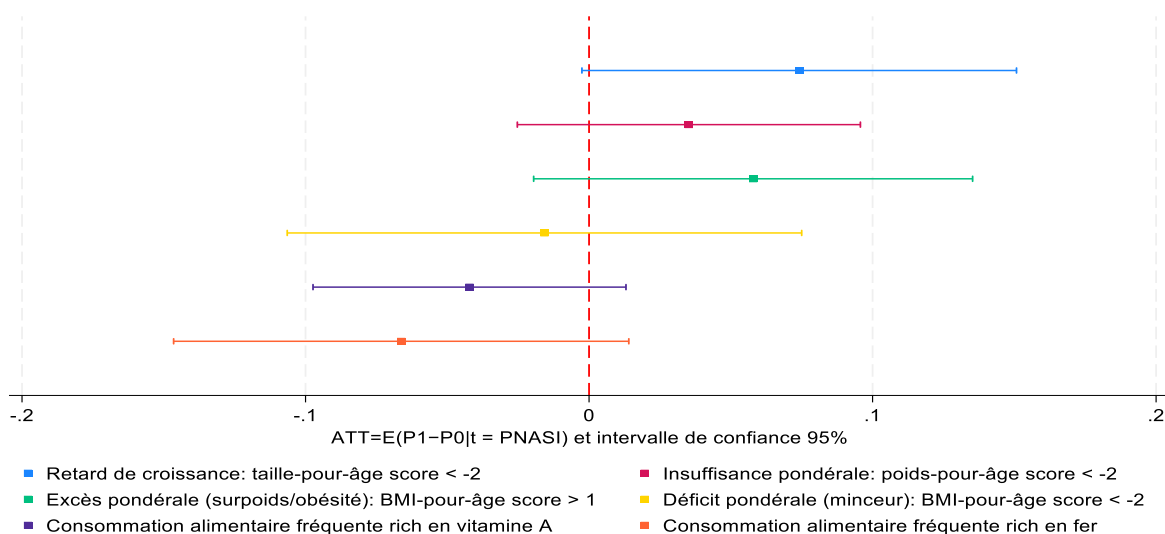
Ces jardins sont utilisés principalement pour l'éducation des élèves à l'agriculture, à la gestion des cultures, ainsi qu'à la production d'aliments destinés à compléter les cantines scolaires.

⁴ Un gouvernement scolaire est une structure représentative des élèves au sein de l'école, visant à les impliquer activement dans la gestion et la résolution des problèmes liés à leur éducation. Les

élèves exercent des responsabilités démocratiques, telles que la gestion de la cour de récréation, la prévention de la violence, ou encore l'amélioration de l'hygiène et de l'environnement scolaire. Ce dispositif favorise l'apprentissage de la citoyenneté et le développement de compétences sociales et critiques.

Graphique 3 : Impact du programme PNASI sur les indicateurs de nutrition

Effets moyens (ATT) de traitement (t) : Proportion (P) d'élèves dans les cas suivant:

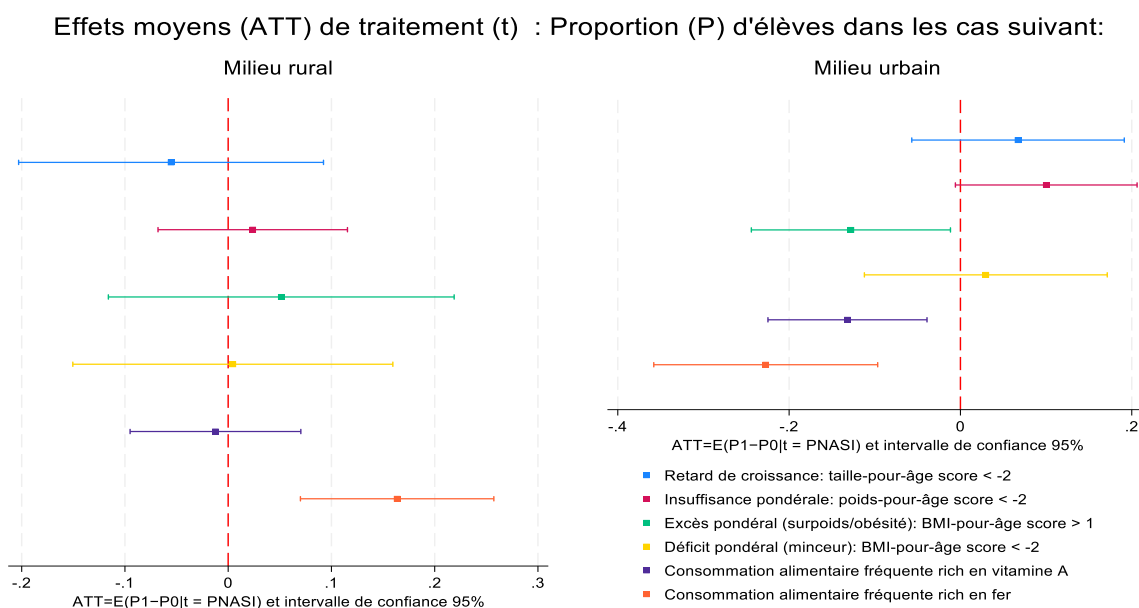


Source : SDSN (2024)

En milieu rural, la mise en place des cantines scolaires a contribué à améliorer la fréquence de consommation d'aliments riches en fer parmi les élèves des écoles bénéficiaires, comparativement à ceux des établissements non couverts par le programme (voir Graphique 4). Cet effet peut être attribué à l'apport régulier de repas mieux équilibrés, intégrant des sources essentielles de micronutriments qui faisaient auparavant défaut dans les régimes alimentaires des enfants issus de ces localités souvent caractérisées par un niveau élevé d'insécurité alimentaire. Ce résultat suggère que, dans les milieux ruraux où la nutrition est traditionnellement plus déficitaire, les cantines scolaires peuvent jouer un rôle clé dans la lutte contre les carences nutritionnelles.

En milieu urbain, en revanche, l'impact du programme semble moins favorable. Les élèves des écoles PNASI consomment moins fréquemment des aliments riches en vitamines A et en fer. Ce résultat, loin de suggérer une inefficacité intrinsèque du programme, doit être interprété à la lumière de plusieurs éléments structurels et contextuels. D'une

part, les écoles ciblées en zone urbaine sont souvent situées dans des quartiers caractérisés par une extrême pauvreté et une insécurité alimentaire persistante, où les déficits nutritionnels étaient déjà particulièrement profonds avant l'introduction du programme. Dès lors, l'effet mesuré du PNASI peut être partiellement absorbé ou masqué par ces conditions initiales défavorables. D'autre part, bien que les régressions contrôlent un ensemble riche de covariables – notamment les dépenses alimentaires et sanitaires par tête, les caractéristiques du logement, ainsi que les épisodes de morbidité de l'enfant – des facteurs non observés, tels que la qualité effective des repas distribués, la continuité du service, ou encore des hétérogénéités dans l'exécution locale du programme, peuvent introduire un biais d'omission ou atténuer l'impact estimé. En outre, le ciblage du PNASI, en se concentrant sur les établissements les plus vulnérables, pourrait avoir induit un effet de sélection négatif, amplifiant artificiellement les écarts observés avec les écoles non bénéficiaires, qui évoluent parfois dans des contextes socioéconomiques moins dégradés.

Graphique 4 : Impact du programme PNASI sur les indicateurs de nutrition suivant le milieu de résidence

Source : SDSN (2024)

Le contexte initial de précarité, particulièrement marqué dans les zones rurales, est essentiel pour comprendre les résultats observés. En effet, comme le souligne le Graphique 3, le ciblage des écoles les plus défavorisées, notamment celles ayant un accès limité aux services d'hygiène et d'assainissement, a conduit à une amélioration modeste mais significative dans les milieux ruraux. Toutefois, le programme de cantines scolaires à lui seul n'a pas permis de surmonter les défis liés à l'insuffisance nutritionnelle dans ces zones, où les besoins vont au-delà de la simple fourniture de repas. L'écart entre les conditions de départ des écoles et les ressources offertes par le programme explique en grande partie les limites de l'impact observé sur les indicateurs nutritionnels. Pour des résultats durables, il est impératif d'opérationnaliser les interventions complémentaires destinées à l'amélioration de l'accès à l'eau potable, à des infrastructures sanitaires et à des pratiques nutritionnelles adaptées, afin d'assurer l'efficacité du PNASI sur le long terme.

6. Leçons apprises et perspectives d'actions

Le PNASI s'impose comme une réponse structurelle ambitieuse aux défis persistants de la sous-nutrition infantile, de l'abandon scolaire et de la faible performance éducative, en particulier dans les zones à forte vulnérabilité. Le ciblage simultané des besoins nutritionnels, éducatifs et socio-économiques des enfants scolarisés permet au programme de s'inscrire dans une vision intégrée du développement humain et territorial. Son déploiement à grande échelle n'aurait cependant pas été possible sans une innovation financière de taille qu'est le recours aux Eurobonds ODD, qui ont permis de mobiliser d'importantes ressources de plus de 100 millions d'euros cumulés entre 2021 et 2023.

Ce mécanisme de financement innovant a constitué un levier décisif pour ancrer la politique d'alimentation scolaire dans une logique de pérennité budgétaire, tout en renforçant la crédibilité de l'action publique à l'égard des partenaires financiers et des

citoyens. L'affectation explicite des fonds issus des Eurobonds ODD au PNASI témoigne d'un fort engagement politique en faveur du capital humain. L'option prise par le gouvernement fournit un exemple tangible de l'alignement des instruments financiers sur les priorités sociales.

L'évaluation des effets du PNASI révèle des résultats globalement positifs, avec des bénéfices particulièrement marqués dans les zones rurales. Dans ces milieux historiquement caractérisés par une faible rétention scolaire et des vulnérabilités nutritionnelles aiguës, le programme apparaît comme un levier efficace d'amélioration des performances éducatives, notamment à travers la réduction significative du taux de redoublement. Ce constat suggère que l'alimentation scolaire, en répondant aux besoins nutritionnels de base, agit comme un catalyseur d'apprentissage et de persévérance scolaire là où les défaillances structurelles sont les plus accentuées.

En revanche, l'impact observé en milieu urbain se révèle plus diffus, voire marginal dans certains cas. Cette disparité d'efficacité pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs interdépendants, liés à l'absence d'un modèle différencié de mise en œuvre du PNASI en milieux urbain, péri-urbain et rural. D'une part, les infrastructures scolaires y sont souvent mieux dotées, ce qui peut atténuer l'effet marginal d'un programme d'alimentation. Ce phénomène pourrait également être lié aux facteurs sociaux et environnementaux spécifiques aux zones urbaines, tels que l'accès limité à des repas équilibrés dans les milieux vulnérables. Dès lors, l'une des premières recommandations consiste à envisager un ajustement opérationnel du PNASI qui tienne compte de ces disparités géographiques et

sociales, afin de mieux cibler les interventions et de maximiser leur efficacité selon le contexte local.

Pour optimiser l'impact du PNASI, plusieurs leviers opérationnels peuvent être mis en place. En premier lieu, il serait pertinent de renforcer la dimension nutritionnelle du programme, en ciblant spécifiquement les écoles urbaines où l'impact reste limité, en y intégrant des apports nutritionnels plus diversifiés et mieux adaptés aux besoins spécifiques des élèves. L'enrichissement des repas scolaires pourrait ainsi devenir un axe majeur, non seulement pour améliorer l'équilibre alimentaire des enfants, mais aussi pour favoriser un climat d'apprentissage plus propice à la réussite scolaire. Par ailleurs, dans les écoles rurales, où le programme semble avoir un impact positif, il serait judicieux d'étendre les interventions en matière de nutrition en investissant dans des infrastructures sanitaires et éducatives pour combler les lacunes préexistantes. Enfin, dans les établissements où le programme est en place depuis plus de cinq ans, une réévaluation des pratiques et des résultats semble indispensable. Des actions de suivi et d'ajustement, accompagnées de formations pour les enseignants et les gestionnaires de cantines scolaires, permettraient de garantir une pérennité et une efficacité accrues des actions entreprises. Par ailleurs, une collaboration renforcée avec les autorités locales et les partenaires institutionnels serait essentielle pour assurer une cohérence entre les politiques éducatives, sanitaires et nutritionnelles, et maximiser ainsi l'impact du programme à long terme.

Références bibliographiques

- Alladatin, J., Borori, A., Gnanguenon, A., & Fonton, A. (2022).** Évaluation d'impact des cantines scolaires sur les performances et la rétention scolaires au primaire : Cas du Bénin. *[RMd] RevistaMultidisciplinar*, 4(1), 171-196. <https://doi.org/10.23882/rmd.22089>
- Banque mondiale. (2025) :** *Indicateurs de développement dans le monde*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.PRM.CMPT.ZS?locations=BJ>
- Becker, G. S. (1964).** *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press. <https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/H/bo3684031.html>
- Behrman, J. R. (1996).** The impact of health and nutrition on education. *The World Bank Research Observer*, 11(1), 23-37. <https://doi.org/10.1093/wbro/11.1.23>
- Global Child Nutrition Foundation (GCNF). (2024).** Global Survey of School Meal Programs Country Report, Benin. <https://gcnf.org/country-reports/>
- Kleinman, R. E., Hall, S., Green, H., Korzec-Ramirez, D., Patton, K., Pagano, M. E., & Murphy, J. M. (2002).** Diet, breakfast, and academic performance in children. *Annals of Nutrition and Metabolism*, 46(Suppl. 1), 24-30. <https://doi.org/10.1159/000066399>
- Qin, Y., Lu, M., Liu, L., Li, M., Mi, B., Zhou, J., & Xiao, Y. (2024).** The effects of diet quality, eating behavior, and sleep on the academic performance among elementary school students. *Ecology of Food and Nutrition*, 63(5), 472–488. <https://doi.org/10.1080/03670244.2024.2371154>
- SDSN Bénin. (2024).** *Evaluation rapide de l'impact du programme des cantines scolaires du gouvernement du Bénin sur les cibles prioritaires ODD : Cas des départements du Borgou et du Plateau*.
- UNICEF. (2022, octobre).** *Stratégie WASH-Nutrition Afrique de l'Ouest et du Centre*. Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. https://www.unicef.org/wca/fr/media/8536/file/Stratégie_Régionale_WASH-NUTRITION.pdf

Merci de citer ce Policy brief comme suit : Eggoh, J. & Assouto, A. (2025). *Renforcer les cantines scolaires pour l'amélioration des performances et de l'état nutritionnel des élèves au Bénin*. SDSN Bénin Policy Brief n°2, Cotonou : SDSN Bénin.

Equipe de rédaction

Jude Eggoh, SDSN Bénin
Achille Barnabé Assouto, SDSN Bénin

Avec la contribution de :

Isabella Massa, SDSN
Samory Toure, SDSN

Nos remerciements à :

Aristide Medenou, Ministère de l'Economie
et des Finances
Aurélien Ahan, Ministère de l'Economie et
des Finances



Université d'Abomey-Calavi (UAC/MESRS)

01 BP 526 Cotonou, Bénin

Direction de la Recherche et des Études Stratégiques (DRES/MEF)

368, Avenue Pape Jean Paul II

01 BP 302 Cotonou

Tél. : 01 21 30 37 67 / Email : contact@sdsnbenin.org